

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 JUIN 1919.

Projet de loi

relatif à la mise sous administration judiciaire des entreprises ayant prêté une aide illicite à l'ennemi pendant la période d'occupation.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Parmi les nombreuses entreprises industrielles dont l'activité caractérisait la vie économique de notre laborieux pays, il en est quelques-unes qui, méconnaissant les devoirs les plus simples du patriotisme et les prescriptions légales qui les sanctionnent, ont librement et volontairement consenti, durant l'occupation, à mettre leur activité au service de l'ennemi. Elles ont, par là, réussi à sauver leurs installations des destructions et des déprédations auxquelles les Allemands condamnaient systématiquement les usines et exploitations qui se refusaient à accéder à leurs sollicitations ou à obéir à leurs ordres. Il en est résulté aujourd'hui que ces entreprises infidèles à leurs devoirs, se trouvent intactes, en ordre de marche, prêtes à reprendre le travail au premier moment, alors que les entreprises concurrentes, dépouillées de leur outillage pour avoir résisté, se voient exposées à d'interminables mois d'attente avant de pouvoir se mettre au travail. Il y a, dans l'infériorité de celles-ci vis-à-vis des premières, une situation révoltante qui appelle de sérieuses mesures de redressement.

Lors de l'interpellation qu'il a développée devant la Chambre le 15 février dernier, l'honorable M. Lemonnier, appuyé par plusieurs de ses collègues, s'est fait à ce sujet l'écho de l'opinion publique pour réclamer des dispositions d'autorité, en vue de priver les entreprises coupables du bénéfice de leur injuste avantage. Les marques unanimes d'approbation données par la Chambre ont exprimé alors le sentiment général. De son côté, le Gouvernement a été saisi de nombreuses plaintes émanant du monde industriel. De toute part, l'on demande que jusqu'au moment où les entreprises ainsi

frappées dans leur activité normale en raison de leur fidélité patriotique aient pu se reconstituer, une main-mise publique soit opérée au profit de la collectivité, sur les exploitations qui n'ont dû leur salut qu'à la méconnaissance de leurs devoirs.

Nul ne songera à méconnaître ce que l'idée présente de juste et de socialement désirable. Mais sur quelles bases juridiques, dans le système général de notre législation, est-il possible d'en asseoir et d'en organiser la réalisation?

Pour faire œuvre rationnelle, il importe avant tout, en une matière aussi délicate, de bien se pénétrer du but exact que visent et que doivent atteindre les mesures en projet.

Or ce but n'est pas d'arriver, par une sorte de souci national de répartition de nos ressources économiques, à établir et à assurer entre divers exploitants intéressés un équilibre de forces : c'est essentiellement et uniquement d'empêcher que les industriels qui se sont vus dépouillés de leur outillage pour s'être refusés à travailler à l'avantage de l'ennemi, puissent, dans le renouveau d'activité économique qui s'annonce, se trouver injustement supplantés par ceux de leurs concurrents qui, au prix de la violation de leur devoir, ont obtenu de l'occupant la faveur de conserver intact leur instrument de productivité. Il ne s'agit nullement de faire œuvre de réglementation sociale ; il s'agit simplement de faire œuvre de justice. Ce n'est pas une question d'ordre politique, c'est une question de pur droit.

Ce n'est point, toutefois, dans le droit pénal que la sanction doit être cherchée.

Au point de vue pénal, la matière est réglée par l'article 115 du Code pénal qui, parmi les crimes contre la sûreté extérieure de l'État, prévoit le fait de fournir à l'ennemi « des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions », et par l'arrêté-loi du 10 décembre 1916, relatif à l'interdiction des relations d'ordre économique avec l'ennemi. Nul ne songe, en vue du but à réaliser, à modifier extensivement ces textes, ce qui porterait l'atteinte la plus grave au principe, qu'il faut tenir pour immuable, de la non-rétroactivité des lois pénales. D'ailleurs, si dans cet ordre d'idées l'on voulait instituer, à titre répressif, comme une confiscation d'un caractère particulier, une sorte de mainmise d'office sur les entreprises visées, l'on se heurterait à un autre principe, également respectable, celui de la personnalité des peines. La sanction pénale à édicter ne frapperait que l'auteur même de l'infraction, ce qui, dans le cas où celle-ci aurait été commise par des administrateurs, directeurs ou gérants de sociétés, empêcherait de décréter la mesure à l'égard de la société elle-même.

La théorie des délits civils et des quasi-délits (art. 1382 et suivants du Code civil) n'est pas davantage susceptible de fournir la base juridique des mesures réparatrices qu'il convient d'organiser.

Dans la conception traditionnelle que le Code civil a consacrée, l'obligation de réparer les conséquences dommageables d'un fait illicite ne se produit que sous la condition primordiale qu'entre ce fait et le préjudice causé à autrui, se manifeste une relation directe et immédiate de cause à effet. Or,

dans l'espèce que nous visons, le préjudice causé aux industriels qui ont refusé de travailler pour l'ennemi ne résulte pas directement de ce que les autres ont, eux, consenti à ce travail. Directement, le préjudice dont ils ont souffert, à savoir la destruction de leur exploitation, résulte du seul fait des Allemands spoliateurs, sans que leurs confrères coupables puissent se reprocher d'y avoir été pour quelque chose. Ce n'est qu'indirectement, en évitant pour eux, par leur fait illicite, l'éventualité d'un dommage analogue, et en s'assurant ainsi illicitement un avantage sur les autres, que les industriels coupables ont créé vis-à-vis d'eux-mêmes l'infériorité économique de ces autres et, parlant, causé préjudice à ceux-ci.

La mainmise réparatrice à décréter à charge des entreprises en faute ne pourrait ainsi, pour une première raison, s'inférer des seuls principes traditionnels de la responsabilité délictuelle. Mais il est une autre raison encore qui ferait obstacle à l'application de ces mêmes principes. En droit commun, la réparation des torts causés par un délit ou un quasi-délit s'effectue principalement sous la forme de dommages et intérêts, c'est-à-dire d'une indemnité consistant en une somme d'argent. Ici, semblable indemnisation, outre qu'il serait bien malaisé de la chiffrer dans chaque cas, manquerait de corrélation avec le préjudice qu'elle tendrait à réparer. C'est par la création d'une infériorité économique que se manifestent, au détriment des entreprises demeurées correctes, les conséquences directes du fait incriminé : c'est par le redressement de cette infériorité même que doit, pour se présenter adéquat, se produire le moyen de réparation. Rien de plus logique ni de plus judicieux, sous ce rapport, que d'enlever aux industriels coupables l'usage de leur exploitation durant la période qui va être nécessaire aux autres pour se mettre en mesure de reprendre la concurrence à armes égales. D'ailleurs, comme il ne faudrait pas, sous prétexte de réparer certains dommages, s'exposer aux risques d'en faire naître de nouveaux, plus étendus encore peut-être, à charge de la collectivité — ce qui arriverait infailliblement si l'on se bornait à décréter la fermeture temporaire des entreprises incriminées — il est indispensable que l'exploitation soit continuée, mais il faut qu'elle le soit désormais, pendant la période à envisager, non plus dans l'intérêt particulier des propriétaires, mais dans l'intérêt de la collectivité lésée comme telle par les dispositions de l'occupant dont les coupables ont retiré des avantages. Les bénéfices nets à réaliser au cours de la mainmise doivent être acquis à l'État. Ainsi, la réparation juridique cherchée nous apparaît sous son véritable caractère. C'est une réparation d'ordre public corrélatrice au préjudice qu'elle couvre et qui, pour singulière qu'elle soit dans ses modalités pratiques, n'en est pas moins conforme aux principes généraux de l'équité, parce que, précisément, ce qu'elle a de singulier ne fait que répondre, en quelque sorte par équivalence, à la singularité des situations. Et aussi bien est-il juste, dans les conditions que nous avons exposées, que les sanctions réparatrices viennent frapper les entreprises comme telles, parce que ce sont les entreprises comme telles qui ont recueilli, le cas échéant, les profits possibles des actes coupables.

Le point de départ de l'action civile à intenter aux fins des mesures répa-

ratrices, sera l'ouverture, au répressif, d'une information fondée sur l'article 113 du Code pénal, ou sur l'arrêté-loi du 10 décembre 1916, relatif à l'interdiction des relations d'ordre économique avec l'ennemi (art. 1 et 3).

Le mode de réparation adopté implique que la décision à prendre soit confiée au pouvoir judiciaire. L'intérêt public étant directement engagé en l'occurrence, il est naturel, d'autre part, que l'initiative de l'action appartienne au ministère public. Ceci n'est pas une innovation; le ministère public, en matière civile, agit d'office dans les cas spécifiés par la loi (art. 46 de la loi du 20 avril 1810), et plus généralement lorsque l'intérêt de l'ordre public exige son intervention. (Cassation, 11 juin 1908, *Pasic.*, 1908, I, p. 246.)

Mais il convient de ne pas priver du droit d'agir directement, ou d'intervenir dans l'instance, les particuliers qui peuvent justifier d'un intérêt matériel ou moral à la poursuite des réparations (art. 2). Les industriels qui ont été victimes des déprédations allemandes se trouveront généralement dans ce cas.

Comme il importe de donner à l'action civile un fondement sûr et indiscutable, le projet en fait dépendre l'issue de la décision de la juridiction répressive appelée à statuer sur les poursuites exercées en vertu des dispositions pénales déjà citées (art. 3). Mais des mesures provisoires sont prévues pour la période comprise entre l'introduction de l'action en réparation et le jugement ou l'arrêt de condamnation rendu ensuite de l'information au criminel. Durant cette période, le tribunal saisi de la demande principale aura la faculté de placer l'entreprise sous séquestre (art. 3, dernier alinéa, et art. 4).

L'objet du jugement définitif sera de mettre l'entreprise sous administration judiciaire, suivant des modalités à déterminer. Cette mainmise ne pourra pas durer indéfiniment; elle n'est justifiable que pendant le temps supposé nécessaire pour la remise en ordre de marche des entreprises dévastées ou détruites par l'ennemi. Le tribunal appréciera, dans les limites fixées par la loi (art. 5).

Les bénéfices de l'exploitation réalisés au cours de l'administration judiciaire, seront acquis à l'État vis-à-vis duquel les administrateurs seront comptables de leur gestion (art. 6).

Le Ministre des Affaires économiques,

HENRI JASPAR.



PROJET DE LOI

relatif à la mise sous administration judiciaire des entreprises ayant prêté une aide illicite à l'ennemi pendant la période d'occupation de guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Économiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Économiques présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole, dont un ou plusieurs des exploitants, propriétaires, administrateurs, gérants ou fondés de pouvoirs auront fait l'objet d'une condamnation du chef d'infraction à l'article 113 du Code pénal ou à l'arrêté-loi du 10 décembre 1916 relatif à l'interdiction des relations d'ordre économique avec l'ennemi, pourra être placée sous administration judiciaire.

WETSONTWERP

betreffende het stellen onder gerechtelijk beheer van de ondernemingen welke tijdens de oorlogsbezetting ongeoorloofde hulp aan den vijand hebben verstrekt.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Staathuishoudkundige Zaken.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Staathuishoudkundige Zaken zal, uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp indienen, waarvan hierna de inhoud :

ARTIKEL ÉÉN.

Alle nijverheids-, handels- of landbouwbedrijf, waarvan één of meer ondernemers, eigenaars, beheerders, zaakvoerders of gevolmachtigden eene veroordeeling zullen hebben opgelopen wegens inbreuk op artikel 113 van het Strafwetboek of op het wet-besluit van 10 December 1916, houdende verbod van betrekkingen van economischen aard met den vijand, zal onder gerechtelijk beheer kunnen worden gesteld.

ART. 2.

L'action est portée à la requête soit du ministère public, soit de tout intéressé, devant le Tribunal de première instance du lieu du principal établissement de l'entreprise.

Il est loisible à tout intéressé d'intervenir dans l'instance.

ART. 3.

La demande peut être introduite dès que le juge d'instruction a été requis d'informer sur pied des dispositions légales visées à l'article 1^{er}. Toutefois, le jugement définitif sur cette demande n'intervient que sur le vu, soit d'une ordonnance de non-lieu, soit de l'expédition d'un jugement ou arrêt de condamnation rendu en suite de l'information et passé en force de chose jugée.

Le tribunal peut néanmoins, dès l'introduction de la demande, mettre l'entreprise sous séquestre jusqu'à ce qu'il soit statué au principal.

ART. 4.

Le séquestre exerce les pouvoirs définis par l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies, et sous les conditions que vise le dit arrêté. Toutefois, il continue l'exploitation de l'entreprise, sans qu'il soit besoin d'une autorisation spéciale à cette fin, et il n'opère que les réalisations

ART. 2.

De vordering wordt gebracht op verzoek hetzij van het openbaar ministerie, hetzij van allen betrokkene, voor de rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar de hoofdrichting van het bedrijf is gevestigd.

Het staat allen betrokkene vrij zich in het geding te voegen.

ART. 3.

De eisch mag worden ingediend zodra de onderzoeksrechter gevorderd is geweest om een onderzoek te doen op voet der wettelijke beschikkingen bedoeld bij artikel één. Evenwel zal het eindvonnis op dezen eisch niet worden uitgesproken dan na kennisneming hetzij van de beschikking van buitenvervolginstelling hetzij van de uitgifte van een ingevolge het onderzoek uitgesproken en in kracht van gewijsde gegaan vonnis of veroordeelingsarrest.

De rechtbank mag nochtans, onmiddellijk na de indiëning van den eisch, het bedrijf in bewaarderhand stellen tot dat er over de hoofdzaak uitspraak gedaan zij.

ART. 4.

De bewaarder oefent de macht uit bepaald bij het wet-besluit van 10 November 1918, betreffende de aangifte en de in bewaarderhand stelling van de goederen en belangen toebehoorende aan onderdanen van vijandelijke natiën en onder de voorwaarden vervat in gezegd besluit. Evenwel zet hij de uitbating voort van de onderneming, zonder dat er te dien einde eene bijzondere mach-

rendues nécessaires par la continuation de l'exploitation.

Il rend compte de sa gestion, soit à l'administrateur judiciaire qui sera nommé ultérieurement, soit, le cas échéant, à l'exploitant de l'entreprise.

ART. 5.

Le jugement prononçant la mise sous administration judiciaire en fixe la durée. Cette durée ne dépassera pas un an à dater de la décision définitive; mais le tribunal aura la faculté de la proroger successivement, chaque fois pour un an au plus, à la requête du demandeur, sans qu'elle puisse au total excéder cinq ans.

Le jugement détermine les modalités de l'administration judiciaire.

ART. 6.

Les bénéfices nets de l'exploitation réalisés au cours de l'administration judiciaire, sont acquis à l'État. Ils seront versés au Trésor, d'après les dispositions qui seront arrêtées par le Ministre des Finances.

Les administrateurs ne répondent de leur gestion que vis-à-vis de l'État; ils en rendront compte selon les règles qui seront fixées par le Ministre des Finances.

Donné à Laeken, le 3 juin 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Économiques,

HENRI JASPAR.

tiging noodig zij, en gaat hij slechts tot de tegeldemakingen over, welke voor verdere uitbating noodig zijn.

Hij geeft rekenschap van zijn beheer, hetzij aan den gerechtelijken beheerder die naderhand zal worden benoemd, hetzij, desvoorkomend, aan den ondernemer van het bedrijf.

ART. 5.

Het vonnis waarbij de onder-gerechtelijk-beheer-stelling wordt uitgesproken, zal daarvan den duur bepalen. Deze duur zal ingaande met het eindvonnis geen jaar te boven gaan maar de rechtbank zal dezen duur telkens met een jaar beurtelings mogen verlengen, op verzoek van den eischer, zonder te zamen vijf jaar te mogen bovengaan.

Het vonnis bepaalt de wijzen van het gerechtelijk beheer.

ART. 6.

De netto-winsten van de onderneming, gemaakt tijdens het gerechtelijk beheer, behooren aan den Staat. Zij worden gestort in de Schatkist, volgens de beschikkingen welke door den Minister van Financiën zullen worden vastgesteld.

De beheerders doen slechts verantwoording over hun beheer tegenover den Staat, zij zullen er rekenschap van geven overeenkomstig de regels die door den Minister van Financiën zullen worden bepaald.

Gegeven te Laeken, 3 Juni 1919.

Van 's Konings wege,

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 JUNI 1949.

Wetsontwerp

betreffende het stellen onder gerechtelijk beheer van de ondernemingen welk tijdens de oorlogsbezetting ongeoorloofde hulp aan den vijand hebben verstrekt.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onder de talrijke nijverheidsondernemingen, wier bedrijvigheid het economisch leven van ons nijvere land kenschetste, zijn er enkele welke, hunne eenvoudigste plichten van vaderlandsliefde en de wettelijke voorschriften ter vervulling dier plichten miskennende, vrij en vrijwillig er in hebben toegestemd, tijdens de bezetting hunne bedrijvigheid ten dienste van den vijand te stellen. Zij zijn alzoo er in geslaagd hunne inrichtingen aan vernieling en beschadiging te onttrekken, waartoe de Duitschers stelselmatig de fabrieken en uitbatingen hadden gedoemd, welke weigerden aan hunne verzoeken of bevelen gehoor te geven. Daaruit is gevolgd dat die aan hunne plichten ontrouwe ondernemingen ongedeerd zijn gebleven, en vaardig staan om den arbeid van stonden af te hervatten, terwijl de mededragende ondernemingen om hunnen weerstand van hunne uitrusting werden beroofd en gevaar loopen een onafzienbaren tijd te moeten wachten vooraleer opnieuw aan het werk te kunnen gaan. De ondergeschiktheid dezer laatsten ten opzichte der eersten, baart eenen toestand die tegen de borst stuit en waaraan op ernstige wijze dient verholpen.

Bij de vraag om uitlegging, uiteengezet den 15^e Februarij. l. in de Kamer door den achtbaren heer Lemounier, waarbij deze werd bijgestaan door verscheidene collegas, vertolkte hij de openbare meening om beschikkingen van overheidswege te vergen ten einde de misdadige ondernemingen van de onrechtvaardig verworven voordeelen te berooven. Bij de algemeene teekens van goedkeuring, welke door de Kamer werden gegeven, werd uiting aan het openbaar gevoel gegeven. Anderzijds ontving de Regeering tal van klachten uitgaande van nijverheidskringen. Overal vraagt men dat er openbaar beslag worde gelegd ten bate der collectiviteit op de ondernemingen,

die, met hunne verplichtingen niet na te komen, zich hebben kunnen beveiligen, en dit zoolang de om plichtsvervulling in hunne normale bedrijvigheid gestremde ondernemingen die bedrijvigheid niet opnieuw kunnen hervatten.

Eenieder zal het eens zijn dat zulks billijk en onder maatschappelijk oogpunt wenschelijk is. Maar op welke rechtskundige grondslagen er de verwezenlijking in het algemeen stelsel onzer wetgeving tot stand brengen?

Om werk te verrichten dat op de rede gegrond is, heeft men vooral, in zulk eene kiesche zaak als deze, doordrongen te zijn van het doel, welke de ontworpen maatregelen nastreven en dienen te bereiken.

Welnu als doel geldt het geenszins er toe te geraken dat bij een soort nationale zorg voor verdeeling onzer economische hulpmiddelen een evenwicht van krachten onder de verschillende betrokkene nijveraars worde tot stand gebracht en verzekerd, maar enkel en hoofdzakelijk dat er vermeden worde dat de nijveraars die van hun bedrijfsmaterieel werden beroofd, doordien zij weigerden voor den vijand te arbeiden, ten onrechte bij den nakenden heropbloei der economische bedrijvigheid verdroogen worden door mededingers die, wegens plichtverzuim, van den vijand de gunst hebben verkregen hunne voortbrengingsmiddelen gaaf te mogen behouden.

Het geldt hier geenszins een werk van maatschappelijke verordening noch een vraagstuk van politieke aard maar eenvoudig een werk van gerechtigheid, een vraagstuk van louter recht.

In het strafrecht dient evenwel er de sanctie niet van gezocht.

In zake strafregeling, is de stof geregeld bij artikel 115 van het strafwetboek dat, onder de misdrijven tegen de buitenlandsche veiligheid van den Staat het feit voorziet van het leveren aan den vijand « van hulp in soldaten, manschappen, geld, levensmiddelen, wapenen of munitie » en bij het wetbesluit van 10 December 1916, houdende verbod van betrekkingen van economischen aard met den vijand. Niemand denkt er aan, met het oog op het te bereiken doel, deze teksten uitvoerig te wijzigen, wat de zwaarste inbreuk zou daarstellen op het beginsel, dat voor onveranderlijk dient gehouden, van de niet terug-werkende kracht van de strafwetten. Ten andere, zoo men, in dien gedachtengang, bij wijze van beteugeling, als eene verbeurdverklaring van bijzonderen aard, een soort beslaglegging van ambstwege op de bedoelde ondernemingen wou invoeren, zou men in botsing komen met een eveneens eerbiedwaardig beginsel, het beginsel van de persoonlijkheid der straffen. De uit te vaardigen strafrechterlijke sanctie zou enkel den overtreder zelf treffen, wat, in geval de overtreding zou bedreven zijn door de beheerders, bestuurders of zaakvoerders van vennootschappen, de uitvaardiging van den maatregel tegenover de vennootschap zelve beletten zou.

De theorie der burgerlijke misdrijven en der onvolkomene misdrijven (art. 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek) kan evenmin den rechtskundigen grondslag verstrekken aan de herstellingsmaatregelen, welke dienen getroffen.

Bij de traditioneele opvatting welke het Burgerlijk Wetboek heeft gehuldigd, komt er geen verplichting tot herstel van de schadelijke gevol-

gen van een ongeoorloofd feit voor, dan op de allereerste voorwaarde, dat tusschen dit feit en het nadeel berokkend aan een ander, een rechtstreeksch en onmiddelijk verband besta van oorzaak tot gevolg. Welnu, in de onderwerpelijke zaak spruit het nadeel, dat werd berokkend aan de nijveraars, die weigerden voor den vijand te arbeiden, niet rechtstreeks uit het feit dat de anderen tot dien arbeid hebben toegestemd. Het door hen geleden nadeel, te weten de vernieling van hun bedrijf, spruit rechtstreeks uit het feit der duitsche beroovers, zonder dat hunne schuldige confraters zich zelf kunnen verwijten daarin eenig aandeel te hebben gehad. Slechts onrechtstreeks, niet door hun ongeoorloofd feit eene gebeurlijke, soortgelijke schade te keer te gaan en alzoo, op ongeoorloofde wijze zich een voordeel op de anderen te verzekeren, hebben de schuldige nijveraars te hunnen opzichte den economischen minderwaardigen toestand van deze anderen teweeggebracht en dezen dus nadeel berokkend.

Het uit te vaardigen herstellend beslag ten laste van de ondernemingen, die hunne verplichtingen niet hebben nagekomen, kan alzoo, om eene eerste reden, niet afgeleid worden van de enkele traditioneele beginselen van de aansprakelijkheid in zake misdrijven. Maar er bestaat nog een andere reden, welke de toepassing van dezelfde beginselen zou verhinderen. In het gemeene recht geschiedt de herstelling van een onrecht, veroorzaakt door een volkomen of onvolkomen misdrijf, hoofdzakelijk onder vorm van schadeoosstelling, d. w. z. van eene vergoeding in geld. Hier zou dergelijke vergoeding — onafgezien van het feit dat het zeer moeilijk zou zijn haar in elk geval te berekenen — niet in overeenstemming kunnen staan met het nadeel, waarvan de herstelling beoogd wordt. De rechtstreeksche gevolgen van het aangeklaagd feit hebben eenen toestand van economische minderwaardigheid verwekt voor de ondernemingen die hebben gehandeld, zooals 't hoort : als gepast middel van herstelling kan slechts het te goed maken van dien minderwaardigen toestand gelden. Geen logischer, geen degenijker middel bestaat er, onder dit oogpunt, dan aan de schuldige nijveraars het gebruik te ontnemen van hun bedrijf en dit voor eenen tijd welke aan de overigen noodig zal zijn om zich in staat te stellen om met gelijke wapenen opnieuw te kunnen mededingen. Daar ten andere en dit bij voorgewende herstelling van zekere schade het onnoodig is gevaar te loopen andere en wellicht omvangrijkere schade ten nadeele der collectiviteit te verwekken — wat onvermijdelijk zou gebeuren zoo men zich bij het tijdenk sluiten der aangeklaagde ondernemingen bepaalde — komt het voortzetten dier bedrijven als onmisbaar voor, maar behoort zulks voortaan te geschieden, gedurende den te beschouwen tijd, niet ten bijzonderen voordeele der eigenaars maar ten bate van de collectiviteit, benadeeld als dusdanig door de beschikkingen van den bezetter, waaruit de schuldigen voordeel hebben getrokken. De tijdens het beslag te maken netto-winsten dienen toegewezen aan den Staat. Dusdanig komt de betrachte rechtskundige herstelling ons onder haren echten aard voor. Het is eene herstelling van openbaren aard staande in verhouding tot het nadeel welke zij dekt en welke, hoe zonderling zij ook in hare praktische uitvoering voorkome, niet te min overeenkomstig is met

de algemeene beginselen van billijkheid doordien zij, juist voor wat zij als zonderling voorkomt, als het ware bij gelijkwaardigheid, aan de eigenwaardigheid der toestanden beantwoordt. En even ook is het billijk, in de door ons uiteengezette voorwaarden, dat de ter herstelling te treffen sanctie, de ondernemingen als dusdanige trefte, dewijl deze, in voorkomend geval, als dusdanige de mogelijke voordeelen van de schuldige daden hebben genoten.

Het vertrekpunt van de burgerlijke rechtsvordering, welke tot het verkrijgen van herstellingsmaatregelen dient aangelegd, zal het instellen zijn van een snelwerkend onderzoek gegrond op art. 115 van het strafwetboek, of op het wet-besluit van 10 December 1916 betreffende het verbod van betrekkingen van economischen aard met den vijand (art. 1 en 5).

De aangenomen wijze van herstel vervat in zich de noodzakelijkheid dat de te treffen beslissing aan de rechterlijke macht worde opgedragen. Daar het openbaar belang rechtstreeks hier in het spel is, is het anderzijds natuurlijk dat het initiatief van de rechtsvordering aan het openbaar ministerie toekome. Het geldt hier geene nieuwigheid; het openbaar ministerie treedt in burgerlijke zaken van ambtswege op in de gevallen omschreven bij de wet (art. 46 van de wet van 20 April 1810) en meer in 't algemeen wanneer het belang der openbare orde zijne tusschenkomst vergt. (Cassation, 11 Juni 1908, *Pasic.*, 1908, I, bl. 246.)

Maar het betaamt dat de private personen die een stoffelijk of zedelijk belang bij de betrachten herstelling kunnen doen blijken, niet beroofd worden van het recht om rechtstreeks te handelen of in het geding tusschen te komen (art. 2). Denijveraars, die van de Deutsche afzetterij hebben te lijden gehad, bevinden zich doorgaans in dat geval.

Daar het betaamt dat er aan de burgerlijke rechtsvordering een vasten en zekeren grond gegeven worde, doet het wetsontwerp er den afloop van afhangen van de beslissing van de beteugelende rechtsmacht, aangewezen om vonnis te vellen in de vervolgingen uitgeoefend op grond van de reeds vermelde strafbeschikkingen (art. 3). Maatregelen zijn voorloopig voorzien voor het tijdperk ingaande met het inbrengen van de rechtsvordering tot herstel en eindigende met het vonnis of arrest van veroordeeling uitgesproken, ten gevolge van het onderzoek, tegen den misdadiger. Gedurende dien tijd zal de rechtbank voor dewelke de hoofdzaak is gebracht, de onderneming in bewaarderhand mogen stellen (art. 5 laatste lid en art. 4).

Het eindvonnis zal het stellen onder gerechtelijk beheer van de onderneming ten doel hebben en dit naar te bepalen wijzen. Dit beslag zal niet onbepaald mogen blijven duren; het kan slechts worden gebillijkt voor den tijd, welke vermoedelijk noodig zal zijn om de door den vijand geplunderde of vernielde ondernemingen terug in gang te brengen. De rechtbank zal in de bij de wet bepaalde grenzen oordeelen (art. 5).

De tijdens het gerechtelijk beheer gemaakte winsten van de onderneming, zullen toegewezen worden aan den Staat, tegenover denwelken de beheerders voor hun beheer rekenschap zullen verschuldigd zijn (art. 6).

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.

PROJET DE LOI

relatif à la mise sous administration judiciaire des entreprises ayant prêté une aide illicite à l'ennemi pendant la période d'occupation de guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Economiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Économiques présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole, dont un ou plusieurs des exploitants, propriétaires, administrateurs, gérants ou fondés de pouvoirs auront fait l'objet d'une condamnation du chef d'infraction à l'article 115 du Code pénal ou à l'arrêté-loi du 10 décembre 1916 relatif à l'interdiction des relations d'ordre économique avec l'ennemi, pourra être placée sous administration judiciaire.

WETSONTWERP

betreffende het stellen onder gerechtelijk beheer van de ondernemingen welke tijdens de oorlog-bezetting ongeoorloofde hulp aan den vijand hebben verstrekt.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Staathuishoudkundige Zaken.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Staathuishoudkundige Zaken zal, uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp indienen, waarvan hierna de inhoud :

ARTIKEL EÉN.

Alle nijverheids-, handels- of landbouwbedrijf, waarvan één of meer ondernemers, eigenaars, beheerders, zaakvoerders of gevolmachtigden eene veroordeeling zullen hebben opgelopen wegens inbreuk op artikel 115 van het Strafwetboek of op het wet-besluit van 10 December 1916, houdende verbod van betrekkingen van economischen aard met den vijand, zal onder gerechtelijk beheer kunnen worden gesteld.

ART. 2.

L'action est portée à la requête soit du ministère public, soit de tout intéressé, devant le Tribunal de première instance du lieu du principal établissement de l'entreprise.

Il est loisible à tout intéressé d'intervenir dans l'instance.

ART. 3.

La demande peut être introduite dès que le juge d'instruction a été requis d'informer sur pied des dispositions légales visées à l'article 1^{er}. Toutefois, le jugement définitif sur cette demande n'intervient que sur le vu, soit d'une ordonnance de non-lieu, soit de l'expédition d'un jugement ou arrêt de condamnation rendu en suite de l'information et passé en force de chose jugée.

Le tribunal peut néanmoins, dès l'introduction de la demande, mettre l'entreprise sous séquestre jusqu'à ce qu'il soit statué au principal.

ART. 4.

Le séquestre exerce les pouvoirs définis par l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies, et sous les conditions que vise le dit arrêté. Toutefois, il continue l'exploitation de l'entreprise, sans qu'il soit besoin d'une autorisation spéciale à cette fin, et il n'opère que les réalisations

ART. 2.

De vordering wordt gebracht op verzoek hetzij van het openbaar ministerie, hetzij van allen betrokkene, voor de rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar de hoofdrichting van het bedrijf is gevestigd.

Het staat allen betrokkene vrij zich in het geding te voegen.

ART. 5.

De eisch mag worden ingediend zoodra de onderzoeksrechter gevorderd is geweest om een onderzoek te doen op voet der wettelijke beschikkingen bedoeld bij artikel één. Evenwel zal het eindvonnis op dezen eisch niet worden uitgesproken dan na kennisneming hetzij van de beschikking van buitenvervolginstelling hetzij van de uitgifte van een ingevolge het onderzoek uitgesproken en in kracht van gewijsde gegaan vonnis of veroordeelingsarrest.

De rechtbank mag nochtans, onmiddellijk na de indiening van den eisch, het bedrijf in bewaarderhand stellen tot dat er over de hoofdzaak uitspraak gedaan zij.

ART. 4.

De bewaarder oefent de macht uit bepaald bij het wet-besluit van 10 November 1918, betreffende de aangifte en de in bewaarderhand stelling van de goederen en belangen toebehoorende aan onderdanen van vijandelijke natiën en onder de voorwaarden vervat in gezegd besluit. Evenwel zet hij de uitbating voort van de onderneming, zonder dat er te dien einde eene bijzondere mach-

rendues nécessaires par la continuation de l'exploitation.

Il rend compte de sa gestion, soit à l'administrateur judiciaire qui sera nommé ultérieurement, soit, le cas échéant, à l'exploitant de l'entreprise.

ART. 5.

Le jugement prononçant la mise sous administration judiciaire en fixe la durée. Cette durée ne dépassera pas un an à dater de la décision définitive; mais le tribunal aura la faculté de la proroger successivement, chaque fois pour un an au plus, à la requête du demandeur, sans qu'elle puisse au total excéder cinq ans.

Le jugement détermine les modalités de l'administration judiciaire.

ART. 6.

Les bénéfices nets de l'exploitation réalisés au cours de l'administration judiciaire, sont acquis à l'État. Ils seront versés au Trésor, d'après les dispositions qui seront arrêtées par le Ministre des Finances.

Les administrateurs ne répondent de leur gestion que vis-à-vis de l'État; ils en rendront compte selon les règles qui seront fixées par le Ministre des Finances.

Donné à Laeken, le 5 juin 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Économiques,

HENRI JASPAR.

tiging noodig zij, en gaat hij slechts tot de tegeldemakingen over, welke voor verdere uitbating noodig zijn.

Hij geeft rekenschap van zijn beheer, hetzij aan den gerechtelijken beheerder die naderhand zal worden benoemd, hetzij, desvoorkomend, aan den ondernemer van het bedrijf.

ART. 5.

Het vonnis waarbij de onder-gerechtelijk-beheer-stelling wordt uitgesproken, zal daarvan den duur bepalen. Deze duur zal ingaande met het eindvonnis geen jaar te boven gaan maar de rechtbank zal dezen duur telkens met een jaar beurtelings mogen verlengen, op verzoek van den eischer, zonder te zamen vijf jaar te mogen bovengaan.

Het vonnis bepaalt de wijzen van het gerechtelijk beheer.

ART. 6.

De netto-winsten van de onderneming, gemaakt tijdens het gerechtelijk beheer, behooren aan den Staat. Zij worden gestort in de Schatkist, volgens de beschikkingen welke door den Minister van Financiën zullen worden vastgesteld.

De beheerders doen slechts verantwoording over hun beheer tegenover den Staat, zij zullen er rekenschap van geven overeenkomstig de regels die door den Minister van Financiën zullen worden bepaald.

Gegeven te Laeken, 3 Juni 1919.

Van 's Konings wege,

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,